L’ordre mondial de l’impérialisme américain renouvelé

jeudi 22 janvier 2026, par NachDenkSeiten

Le « Conseil de la paix » de Trump n’est pas un projet de paix, mais un conseil de guerre et de colonisation : une Institution à vie pour le président américain qui déprime L’ONU, déjoue la Russie et la Chine et renouvelle le colonialisme occidental. Par Sevim Dagdelen.

Le Conseil de paix de Trump est un conseil de guerre
Le président américain Donald Trump a envoyé une lettre à environ 60 pays à travers le monde pour créer un soi-disant Conseil de paix. Il est vite devenu évident qu’il ne s’agissait pas seulement de reconstruire Gaza. Le Conseil de paix s’autorise à agir sur toutes les questions qui, jusqu’à présent, incombaient exclusivement au Conseil de sécurité des Nations Unies. Le seul droit de veto est détenu par les États-Unis et L’Éternel président Donald Trump.

Le Conseil de paix vise à remplacer le Conseil de sécurité des Nations unies , sa responsabilité principale en matière de sécurité internationale et de maintien de la paix mondiale. Effet secondaire agréable pour le président américain Donald Trump : le droit de veto, en particulier pour les membres permanents du Conseil de sécurité, la Russie et la Chine, est ainsi supprimé. L’ordre mondial multipolaire — résultat de la défaite du fascisme allemand et du militarisme japonais, ainsi que de la victoire des alliés, et en particulier de l’Union soviétique — est brisé institutionnellement. L’offre de Trump de participer au Conseil de la paix à la Russie et à la Chine est une offre mafieuse. Celui qui l’accepte se prive de pouvoir, donne carte blanche à l’impérialisme américain et boit le calice jusqu’à la lie.

On peut également voir à quel point il s’agit d’établir une hégémonie mondiale américaine dans la construction interne du Conseil de la paix. Le président américain Trump peut être installé à vie en tant que président du Conseil. Dans le même temps, le Conseil sera doté de toutes sortes de personnalités venteuses — comme le criminel de guerre présumé Tony Blair ou des membres de la famille de Donald Trump comme M. Kushner — qui ont défendu le génocide israélien contre les Palestiniens dans le passé. Ainsi, le Conseil de la paix devient un conseil de guerre américain et un conseil colonial américain. Une Institution qui légitime les guerres américaines et les menaces de violence. Ceux qui ne sont pas nommés membres — comme Cuba, Le Venezuela et L’Iran — risquent d’être D’emblée pris pour cible par les gardiens autoproclamés de l’ordre mondial.

Remplacement de L’ONU avec le seul veto : L’instrument de pouvoir de Trump
Les Européens n’ont certainement aucun problème avec cela. Mais ce qui inquiète les vassaux européens de l’hégémonie américaine, c’est que, bien qu’ils soutiennent inconditionnellement les guerres économiques et par procuration américaines, ils sont eux-mêmes la cible de la politique américaine en matière de violence. Il semble que ce ne soit pas un hasard si le Danemark n’a pas été nommé au Conseil de la paix pour que la prise de terre prévue du Groenland par les États-Unis se déroule de la manière la plus souple possible. Il faut avoir peu de capacités de clairvoyance pour prévoir que la mise en place du Conseil de paix des États-Unis entraînera à la fois la fin de la mondialisation telle que nous la connaissons et une dichotomie du monde. Qui devrait reprocher à la Chine ou à la Russie de créer son propre conseil de paix et d’inviter naturellement les États-Unis à le

faire ? Le fait est que le président américain Donald Trump place le droit du plus fort à la place du droit international.

Les vassaux de l'Europe tremblent : porteurs d'eau

Il s'agit également d'un renouveau du colonialisme occidental. Il semble tout à fait absurde que les Européens dénoncent Trump au Groenland, mais, en même temps, ils ne sont pas prêts à vraiment retravailler leur propre histoire coloniale. Quiconque s'intéresse même un peu à l'histoire du Groenland rencontrera rapidement les crimes du Danemark contre la population indigène de l'Île. Fondamentalement, le différend entre Trump et les vassaux européens est un différend sur la meilleure façon de légitimer le renouvellement de l'hégémonie occidentale.

Bien lu sur l'affaire Diego Garcia : avant l'indépendance de Maurice en 1968, les Britanniques ont séparé les îles Chagos à la demande des États-Unis et ont déporté toute la population indigène entre 1965 et 1973 – un crime contre l'humanité pour établir une grande base militaire américaine dans l'océan Indien. Alors que Trump veut maintenir pleinement ce vol colonial, le gouvernement britannique poursuit ce qui semble être une modernisation : les îles doivent être restituées à Maurice, mais la base reste louée aux États-Unis pendant 99 ans.

Le différend en Occident sur les moyens du colonialisme ne doit donc pas être surestimé ; les fins sont largement partagées. Mais jusqu'à présent, les Européens ne veulent pas comprendre que même les territoires qu'ils contrôlent eux-mêmes doivent être cédés aux États-Unis pour pouvoir renouveler complètement l'impérialisme américain. Le Conseil américain de la paix pourrait devenir à l'avenir l'Institution même où l'on s'entend sur le renouvellement de L'Agenda colonial et impérialiste américain, mais avec un droit de veto de Donald Trump.

Colonialisme 2.0 : unité en Occident, trahison de la Charte des Nations Unies

Le groupe d'amis de la Charte des Nations Unies, qui comprend la Chine et la Russie, a en revanche mis à l'ordre du jour l'application de la décolonisation, conformément aux missions initiales de l'ONU. Les groupes d'îles qui restent occupés par la France et la Grande-Bretagne et utilisés par les États-Unis pour leurs 900 bases militaires mondiales doivent enfin être restitués à Maurice, Madagascar et les Comores. Le colonialisme ne doit pas être un projet d'avenir.